



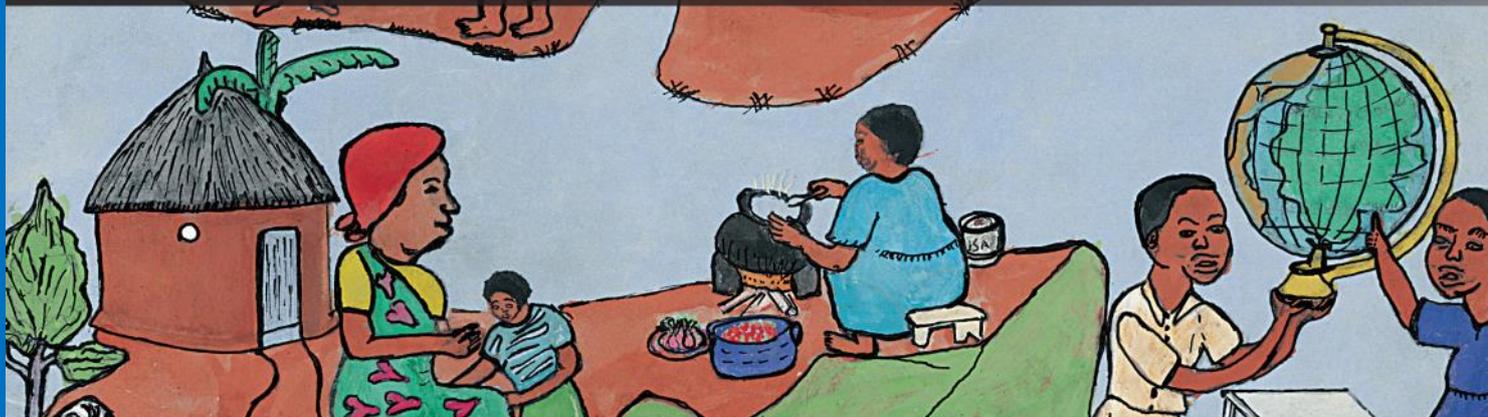
# JOURNÉE AFRICAINE DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE



## Promotion des repas scolaires en Afrique



**1er mars 2016, 15 heures-17 heures**  
Auditorium du PAM, Rome



**Union africaine**



**Programme  
Alimentaire  
Mondial**



# Journée africaine de l'alimentation scolaire

L'alimentation scolaire utilisant la production locale, vecteur de développement durable en Afrique

**La Journée africaine de l'alimentation scolaire, célébrée le 1<sup>er</sup> mars, a mobilisé 54 pays africains: c'était aussi une date importante pour le PAM, partenaire privilégié de cette initiative. La première édition de cette Journée a eu lieu à Niamey (Niger); de son côté, le PAM a organisé à cette occasion une rencontre à Rome, en présence de représentants de nombreux pays.**

**Elle était animée par Peter Rodrigues, Directeur adjoint du Centre d'excellence du PAM au Brésil.**

**Observations liminaires**, par M. James Harvey, Chef de cabinet du PAM, au nom de la Directrice exécutive, Mme Ertharin Cousin

M. Harvey, qui représentait la Directrice exécutive, a pris acte "des dispositions sans précédent qui ont été prises par l'Union africaine et ses 54 États membres à l'occasion de la célébration du 1<sup>er</sup> mars", Journée africaine de l'alimentation scolaire.

Il a déclaré que l'occasion avait été offerte "de réfléchir" et de lancer une dynamique "pour obtenir que chaque enfant reçoive une éducation, ainsi que l'alimentation et la nutrition dont il a besoin pour apprendre et s'épanouir".

"Chaque jour de classe, 45 millions d'enfants de pays de l'Union africaine bénéficient d'un repas scolaire, pour 10 millions d'entre eux avec une aide du PAM". M. Harvey a appelé la communauté internationale à "redoubler d'efforts" pour distribuer des repas en milieu scolaire, ajoutant que "cinquante-neuf millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés, dont la moitié en Afrique

subsaharienne".

Il a précisé que "les filles sont particulièrement touchées par ce phénomène. En Afrique subsaharienne, près de 17 millions d'entre elles ne sont pas scolarisées, dont 9,3 millions ne mettront peut-être jamais les pieds dans une salle de classe".

La distribution de repas dans les écoles s'inscrit dans un processus beaucoup plus vaste d'appui à l'éducation et M. Harvey a insisté sur le modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale, privilégié par l'Union africaine lorsqu'elle a lancé la Journée africaine de l'alimentation scolaire.

Il a cité l'analyse coûts-avantages réalisée par le PAM, qui a montré que le rendement moyen de chaque dollar investi dans les programmes d'alimentation scolaire s'élevait à 5,5 dollars É.-U.

"Le but du PAM est d'aider les gouvernements à mettre en place des programmes viables de repas scolaires, afin que les enfants les plus défavorisés puissent en bénéficier", a-t-il conclu.

## Union africaine

M. Martial De-Paul Ikounga, Commissaire de l'Union africaine chargé des ressources humaines, de la science et de la technologie (message vidéo).

Le plus important des programmes exécutés en faveur du développement est celui qui consiste à alimenter la population, et l'alimentation scolaire est, on le sait, l'un des principaux filets de sécurité dans nos pays.

L'alimentation scolaire présente plusieurs avantages, à commencer par l'éducation: en effet, "ventre

affamé n'a point d'oreilles". Ensuite, elle va s'accompagner d'une évolution radicale, car à partir de maintenant nous allons impliquer bien davantage les producteurs locaux. Le modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale permettra aux petits exploitants agricoles, y compris les femmes, d'accroître leur revenu et de contribuer à l'éducation de leurs enfants.

L'alimentation scolaire peut véritablement donner un coup d'accélérateur à l'agriculture en Afrique, si nous mobilisons les rares ressources à notre disposition pour inciter les agriculteurs africains à produire, plutôt que d'importer des denrées alimentaires.

Le rôle de l'Union africaine consiste à convaincre tous les États de s'engager dans ce processus et à encourager le partage des données d'expérience et des compétences.

## Niger

Mme Amina Djibo Diallo, Représentante permanente

Les responsables politiques nigériens sont très déterminés à soutenir l'alimentation scolaire. L'importance qu'ils y accordent tient aux problèmes auxquels le pays fait face: croissance démographique, augmentation considérable du nombre de jeunes, faible indice de développement humain. La sécurité alimentaire est importante pour le pays et elle est nécessaire pour que les populations locales s'impliquent résolument au service de cet objectif. Il faut investir dans le développement humain, en particulier dans l'éducation. Le modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale doit être promu au niveau interministériel.

## Côte d'Ivoire

Mme Kandia Camara, Ministre de l'éducation (message vidéo)

En Côte d'Ivoire, des repas sont servis en milieu scolaire depuis 1989. Cette initiative a eu un fort impact sur l'éducation. Depuis cinq ans, les responsables politiques accordent une importance encore plus grande à l'alimentation scolaire et le financement qui y est alloué s'est accru, tout comme les liens établis avec les agriculteurs et l'appui qui leur est apporté. L'objectif à long terme n'est autre qu'Une école - Une cantine, et la campagne menée à ce titre devrait avoir des incidences positives sur l'éducation - augmentation des taux de scolarisation et de fréquentation scolaire; amélioration des résultats scolaires; et caractère prioritaire donné à l'éducation des filles.

Mme Wroly Danielle Sepe Sery, Représentante permanente suppléante

La Côte d'Ivoire est prête à partager ses données d'expérience avec d'autres pays. Elle a choisi une approche de l'alimentation scolaire qui prend en compte la problématique hommes-femmes et ne consiste pas seulement à scolariser davantage de filles mais aussi à autonomiser les agricultrices, auxquelles on apprend à devenir des responsables et des actrices de la vie économique. Les femmes sont au centre du programme d'alimentation scolaire.

## Kenya

M. Fabian S. Muya, Représentant permanent suppléant

Le Kenya s'est doté d'un cadre juridique détaillé pour faire en sorte que tous les enfants, dans l'ensemble des provinces et des communautés, aient accès à l'éducation. À l'heure actuelle, des programmes de repas scolaires sont exécutés dans tout le pays sous l'autorité du Gouvernement kenyan et/ou du PAM, avec le concours d'associations de parents et d'enseignants. Un programme inspiré du modèle de repas scolaires utilisant la production locale est mis en œuvre, y compris dans les zones semi-arides et arides. L'appui apporté par le PAM à ces types de programmes est très apprécié et le Gouvernement kenyan souhaite intensifier encore ce partenariat.

## Afrique du Sud

Mme Anna-Marie Moulton, Représentante permanente suppléante

Le programme d'alimentation scolaire sud-africain a vu le jour en 1994, à l'initiative du Président Mandela. Il visait à faire reculer la faim à court terme, car celle-ci empêche les enfants d'apprendre correctement. Ce programme est principalement destiné aux établissements publics du primaire et du secondaire, où l'enseignement est gratuit. Des ateliers de renforcement des capacités ont été consacrés à la gestion financière, à la production alimentaire durable, à la planification et à la préparation des repas, etc. En 2014, l'Afrique du Sud a organisé un Forum mondial sur la nutrition de l'enfant, qui a permis d'approfondir le dialogue au sujet de l'alimentation scolaire. Bien qu'on ne puisse jamais investir suffisamment dans l'alimentation scolaire, nous faisons tout notre possible pour faire en sorte qu'aucun enfant ne soit laissé de côté.

## Égypte

M. Khaled El Taweel, Représentant permanent suppléant

L'alimentation scolaire, en tant que filet de sécurité, offre le rendement le plus élevé qu'un gouvernement puisse espérer. En Égypte, elle constitue une priorité de l'État et elle est prise en charge grâce à un partenariat entre les Ministères de l'éducation, de l'agriculture, de la solidarité sociale et des affaires étrangères. Treize millions et demi d'élèves en bénéficient, s'ils remplissent les conditions suivantes: les enfants doivent assister à 80 pour cent au moins des jours de classe pour recevoir des repas scolaires et pour que leur famille puisse obtenir des formes d'aide complémentaire de la part du gouvernement. En dépit de ce taux de couverture élevé, le programme se heurte à certaines difficultés: il n'est possible de fournir des repas scolaires que pour l'équivalent de 50 pour cent des jours de classe, mais l'Égypte a l'intention d'étendre cette couverture à l'ensemble de l'année scolaire. Nous cherchons également à établir des liens solides avec les communautés locales, afin d'exploiter l'effet multiplicateur des achats locaux. Une autre difficulté consiste à parvenir non seulement à la sécurité alimentaire, mais aussi à la sécurité nutritionnelle. L'investissement dans les programmes d'alimentation scolaire en Afrique est l'une des principales priorités de l'Égypte, et tous les pays africains devraient envisager d'allouer davantage de ressources à ce type de programmes.

## Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

M. Haladou Salha, Conseiller principal

En 2003, le NEPAD, ses partenaires (PAM, UNICEF et FAO) et l'équipe spéciale sur la faim du Projet Objectifs du Millénaire ont mis au point le concept d'alimentation scolaire utilisant la production locale. En 2008, à la suite de la forte augmentation des prix des produits alimentaires, une phase expérimentale du dispositif a été lancée dans 12 pays. Les problèmes rencontrés ont été les suivants: difficultés pour mobiliser les responsables politiques de haut niveau et assurer la viabilité du programme; absence de ressources, de coordination, de prise en main par les communautés locales et d'autonomisation de celles-ci; lacunes en matière de moyens techniques; absence d'harmonisation permettant d'assurer la cohérence du programme. La corrélation établie entre les résultats de l'analyse coûts-avantages et les repas scolaires servis, ainsi que les résultats de l'étude des incidences du programme d'alimentation scolaire, montrent bien l'importance de ce qui a été accompli et de ce qu'il reste à faire. Nous suggérons fortement de faire ressortir un lien logique entre les études portant sur l'analyse coûts-avantages des repas scolaires menées par le PAM, l'examen des incidences des programmes d'alimentation scolaire mené par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et l'étude en cours sur le coût de la faim en Afrique [Commission de l'Union africaine, NEPAD, PAM, Commission économique pour l'Afrique, UNICEF et autres partenaires] et d'utiliser les résultats/constatations et recommandations de ces travaux en guise d'outils de plaidoyer/"d'éducation", mais aussi de mobiliser davantage de fonds au niveau national.

À la suite des interventions de ces orateurs, trois exposés ont été faits:

- **"Défense de l'investissement dans l'alimentation scolaire"**, par David Ryckembusch, responsable par intérim de l'Unité chargée des filets de sécurité et de la protection sociale (PAM)
- **"Examen des incidences des programmes d'alimentation scolaire"**, par Daniel Gilligan, Directeur adjoint de la Division de la pauvreté, de la santé et de la nutrition (IFPRI)
- **"Acheter aux Africains pour l'Afrique"** (PAA), par Florence Tartanac, Conseillère principale (FAO) et Francesco Slaviero, Coordonnateur du PAA (PAM)

Des diaporamas correspondant à ces exposés ont été présentés aux participants et sont disponibles sur demande.

## Brésil

M. Antonio Otavio Sá Ricarte, Représentant permanent adjoint

Le programme d'alimentation scolaire brésilien a vu le jour en 1955, avec pour objet de promouvoir la santé et l'éducation. Aujourd'hui, 42 millions d'élèves en bénéficient sur la base d'un modèle décentralisé. Sa gestion est confiée aux représentants de la société civile, aux enseignants, aux élèves, aux parents et aux fonctionnaires. Depuis 2009, il est demandé à chaque établissement scolaire d'acheter au moins 30 pour cent des produits alimentaires entrant dans la composition des repas scolaires auprès de petits exploitants locaux. De nouvelles difficultés ont vu le jour, comme la multiplication des cas d'obésité, auxquelles le Brésil répond par l'élaboration de nouvelles politiques.

Il a été demandé au Brésil de faire part de son expérience à d'autres pays, dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Ces échanges ont été particulièrement fructueux grâce à l'appui fourni par le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim, qui, à ce jour, a fourni une assistance technique à 17 pays. Le programme PAA s'inspire de l'expérience menée au Brésil.

## Débat

Un dialogue fructueux a ensuite été engagé, qui a été l'occasion d'entendre des observations de Mme Janine Tagliante Saracino (Ambassadrice de la Côte d'Ivoire auprès de l'Italie et Représentante permanente auprès de la FAO, du FIDA et du PAM), M. Abreha Ghebrai Aseffa (Représentant permanent adjoint de l'Éthiopie), Mme Nancy Walter [Coordonnatrice mondiale de REACH et co-responsable du Réseau du système des Nations Unies pour le mouvement Renforcer la nutrition (PAM)], M. Edouard Nizeyimana [Conseiller principal pour les programmes (Unité de coordination des Achats au service du progrès, PAM)], Mme Kawinzi Muiu [Directrice du Bureau chargé de la prise en compte de la problématique hommes-femmes (PAM)], M. Andrzej Halasiewicz (Représentant permanent de la Pologne), M. Shantanu Mathur [responsable des partenariats avec les autres institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, Bureau du Vice-Président adjoint, Département de la gestion des programmes (FIDA)] et Alessia Polidori [responsable des activités de sensibilisation à l'échelle nationale et internationale (UNICEF Italie), entre autres participants.



Union africaine



wfp.org/fr

### Pour plus d'informations:

Programme alimentaire mondial  
Unité chargée des filets de sécurité et de la protection sociale  
Via Cesare Giulio Viola, 68-70  
00148 Rome  
Italie